

Renforcer l'action parlementaire face à la crise du VIH/SIDA

Réunion-débat organisée par l'Union interparlementaire et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) en coopération avec le Groupe parlementaire du Congrès des Etats-Unis sur la santé dans le monde et le Groupe parlementaire du Congrès des Etats-Unis sur les droits de l'homme

Congrès des Etats-Unis, 12 juin 2007

Procès verbal

M. Pier Ferdinando Casini (Italie), Président de l'Union interparlementaire (UIP), ouvre la réunion. Il dit que le VIH/SIDA est le principal problème de santé publique de ce siècle et qu'il a porté un coup incommensurable à des décennies de développement. Fort de ce constat, le Gouvernement des Etats-Unis a fait preuve d'une immense générosité en affectant des fonds à la prévention, au traitement et aux soins.

Trop souvent, le Président de l'UIP a entendu parler des parlements comme du chaînon manquant dans la lutte contre le sida. Il importe que les parlements s'associent à ce combat, dans le cadre d'une action mondiale coordonnée. L'UIP a fait les premiers pas en constituant un Groupe consultatif sur le VIH/SIDA qui a achevé tout récemment sa première visite sur le terrain au Brésil – un pays qui a fait œuvre de pionnier avec un programme pragmatique de lutte contre le sida.

Le rôle des parlements dans la lutte contre le sida est multiple. Le devoir fondamental de tout parlement est d'adopter des lois et de veiller à ce qu'elles soient correctement appliquées, mais les parlementaires sont aussi des leaders qui ont des moyens sans pareil pour faire tomber les barrières de l'opprobre et de l'ignorance. La Journée mondiale de la lutte contre le sida pour 2007-2008 sera consacrée à la question du leadership, thème sur lequel M. Casini va organiser une réunion parlementaire mondiale qui coïncidera avec la Journée mondiale, afin d'examiner précisément ce que les parlements peuvent faire, en tant que leaders et en tant que porte-parole, pour contribuer plus largement à l'action visant à juguler l'épidémie.

M. Donald Payne, membre de la Chambre des représentants, Sous-Commission de l'Afrique et de la santé dans le monde, indique qu'aux Etats-Unis, le corps législatif est à l'origine de l'action de lutte contre le sida. C'est en effet le Congrès qui a proposé de créer un fonds d'affectation spéciale pour combattre le sida. Le Groupe parlementaire des représentants et sénateurs noirs, dont il a été le Président, a joué un rôle déterminant en appelant à l'action contre le VIH/SIDA en Afrique, bien avant qu'aucun gouvernement ne s'en préoccupe et le succès du Plan présidentiel d'aide d'urgence dans la lutte contre le sida en Afrique lui a donné raison. C'est aussi le Congrès qui a eu l'idée de nommer un Coordonnateur mondial de la lutte contre le sida. Après avoir obtenu de haute lutte la création d'un programme d'action contre le sida, il est de son devoir de faire pression sur les dirigeants du gouvernement et de les encourager à élargir les programmes en cours et à en concevoir de nouveaux.

Il reste encore beaucoup à faire, notamment empêcher la propagation d'une tuberculose extrêmement pharmacorésistante, assurer l'accès aux antirétroviraux à un plus grand nombre de personnes et recourir de manière volontariste à de nouvelles méthodes de prévention dès que leur innocuité a été démontrée.

M. Payne a déclaré lors d'une manifestation publique que les Etats-Unis devaient multiplier par deux le montant de l'aide qu'ils fournissaient dans le cadre du Plan d'aide d'urgence, autrement dit la porter de 15 milliards de dollars à 30 milliards de dollars et, fin mai, le Président a dit qu'il demanderait au Congrès de le faire. M. Payne veillera à ce que chaque cent de ces ressources ô combien nécessaires soit effectivement inscrit au budget.

Mme Betty McCollum, membre de la Chambre des représentants, co-Présidente du Groupe parlementaire du Congrès sur la santé dans le monde partage l'avis que les parlements doivent s'associer à ce débat qui concerne l'obligation de responsabilité en matière d'affectation des fonds et le leadership. Selon elle, tous les parlementaires, élus ou désignés, ont un rôle à jouer.

Elle annonce que la Commission budgétaire de la Chambre des représentants, qui s'est réunie ce jour, vient de voter une somme pour la lutte contre le sida de 585 millions de dollars supérieure à la demande initiale, soit 1,2 milliard de dollars de plus que le montant voté l'année précédente. Cependant, dans la lutte mondiale contre le sida, les définitions traditionnelles de donateur et de bénéficiaire sont inversées. En effet, en matière d'information et d'incitation, ce sont souvent les pays concernés qui sont les donateurs.

Parmi les aspects du traitement qui sont trop souvent négligés, il y a la question de la nutrition. Les médicaments ne peuvent être absorbés par le corps lorsque les gens ont l'estomac vide, en connaissance de quoi Mme McCollum a personnellement demandé l'affectation de 100 millions de dollars à des programmes de nutrition. Elle estime qu'il faut une formule globale, qui comprenne l'accès aux médicaments, à la prévention, à de l'eau salubre, de la nourriture et aux soins.

M. Elioda Tumwesigye (Ouganda) explique pour commencer comment de la chirurgie il s'est reconverti dans les soins aux personnes atteintes du sida après le décès de son frère, mort de cette maladie en 1991. Il a mis en place le premier programme de soins à domicile pour les personnes atteintes du sida en Ouganda, puis a été élu deux fois au Parlement où il préside la Commission sur le VIH/SIDA, la première du genre en Afrique. Lorsque l'UIP a créé son Groupe consultatif sur le VIH/SIDA, il a été choisi pour en être le Président.

Le Groupe de l'UIP a fait dernièrement une visite sur le terrain au Brésil, qui compte 600 000 malades du VIH/SIDA, dont 180 000 sont soignés par traitement antirétroviral. Bien que l'accès universel aux traitements soit consacré par la Constitution du Brésil, il n'y a pas de cadre parlementaire fort et l'appui du parlement laisse quelque peu à désirer.

En Ouganda, la prévalence dans les dispensaires prénatals atteignait 30 % en 1992 et en une dizaine d'années, le taux de prévalence dans l'ensemble de la population a été ramené de 18 à 6 %. Ces résultats ont pu être obtenus grâce à la mobilisation politique, aussi bien sur place, par le Président ougandais et les parlementaires, que grâce aux visites des Présidents Clinton et Bush, qui ont donné un élan à ce programme. La devise "abstinence, fidélité, préservatif" a porté ses fruits et la prévalence est désormais inférieure à 1 % chez les moins de 20 ans.

La nation ougandaise est profondément reconnaissante aux Etats-Unis de financer le Plan d'aide d'urgence de la Maison blanche dans la lutte contre le sida (PEPFAR). Néanmoins, il convient de renforcer les liens entre les parlements des deux pays et il serait bon que des membres du Congrès des Etats-Unis contrôlent l'utilisation des fonds en venant sur place voir comment ils sont dépensés.

Mme Hendrietta Bogopane-Zulu (Afrique du Sud) remercie elle aussi le peuple des Etats-Unis d'apporter une contribution financière à la lutte contre le sida en Afrique. De nombreuses vies peuvent ainsi être sauvées. Néanmoins, des relations plus étroites entre le Congrès des Etats-Unis et les parlements d'autres pays pourraient s'avérer utiles car elles permettraient de discuter plus en détail des restrictions souvent problématiques qui sont appliquées aux fonds provenant du PEPFAR. En particulier, elle demande instamment que des fonds soient versés directement aux parlements pour sensibiliser les parlementaires aux questions et aux stratégies relatives au VIH/SIDA et renforcer les capacités institutionnelles sur des questions de politique générale aussi complexes. En outre, Mme Bogopane-Zulu fait siennes les observations de Mme McCollum sur la nutrition, et se félicite qu'il soit enfin question d'une action globale, à l'échelle mondiale.

Elle clarifie les propos du Présent sud-africain qui avaient suscité un tollé à l'époque. En substance, M. Mbeki avait demandé comment un virus pouvait engendrer un tel syndrome et soutenu que tout le monde avait le droit de s'en remettre aux soins de guérisseurs traditionnels s'il le souhaitait. L'Afrique du Sud a été frappée par le sida avant d'avoir eu une chance de se remettre de l'apartheid et ce sont les plus pauvres qui ont été frappés le plus durement. Il faut que chacun ait une meilleure connaissance de ce virus dans son pays, notamment des facteurs de dépenses en la matière. C'est pour cette raison qu'il faut prévoir des fonds pour la formation des parlementaires. En outre, il importe que les parlementaires reconnaissent la nécessité de dépénaliser les activités des professionnelles du sexe – la violence à l'égard des femmes est une réalité en Afrique du Sud et c'est aussi un facteur de dépense de l'épidémie.

Par ailleurs, les parlements pourraient être plus actifs dans le domaine de la recherche. En ne vérifiant pas les résultats des essais cliniques réalisés en Afrique du Sud, le Congrès des Etats-Unis et le Parlement sud-africain ont manqué à leur devoir. Il convient d'élaborer des lignes directrices au Parlement pour définir le protocole à suivre en matière d'essais cliniques et le Congrès des Etats-Unis pourrait aider l'Afrique du Sud dans ce domaine. Lorsque le frère de Mme Bogopane-Zulu a été diagnostiqué séropositif, elle a su quoi faire, mais tant d'autres personnes ne disposent pas des informations nécessaires. Il y a trop longtemps que les parlementaires font défaut dans la lutte contre le sida.

M. Jesudas Seelam (Inde) qui souhaite élargir le débat au-delà des frontières de l'Afrique, indique qu'en Inde, 5,1 millions de personnes sont victimes du sida. Il demande que le PEPFAR soit étendu à l'Asie.

En Inde, l'utilisation du préservatif est bien acceptée y compris par les églises qui n'insistent pas sur l'interdiction des méthodes de contraception. L'Inde connaît une croissance rapide, mais les 25% les plus pauvres de la population vivent très en-deçà du seuil de pauvreté, raison pour laquelle la nutrition fait partie intégrante de la politique nationale de lutte contre le sida. Les jeunes représentent 37% de la population, de sorte que les risques sont élevés. Quatre-vingt-dix pour cent des contaminations se font par transmission hétérosexuelle. Certes il importe de faire passer les messages de l'abstinence et de la fidélité, mais la sécurité demeure la priorité. La connaissance et la prévention sont les meilleurs remèdes. Dans certains domaines, l'Inde repose sur les connaissances des Etats-Unis et à ce sujet, il est important que les kits de dépistage que l'Inde importe d'Atlanta soient simples d'utilisation.

M. Seelam, qui fait partie du noyau dur du Forum parlementaire de l'Inde sur le VIH/SIDA, a contribué à renforcer ce forum qui compte plus de 350 membres qui s'efforcent d'assurer un leadership dans l'action de lutte contre le VIH/SIDA en Inde. M. Seelam passe beaucoup de temps à voyager d'un Etat à un autre pour appuyer et renforcer les programmes de prévention, de soins et de soutien. Le Forum parlementaire indien vise en outre à combattre l'opprobre et la discrimination dont souffrent les personnes atteintes du VIH et à sensibiliser les autres parlementaires sur la question du VIH/SIDA.

Mme Pauline Muchina, Haut responsable de la sensibilisation à la cause des femmes et au sida (ONUSIDA - Etats-Unis d'Amérique), remercie Mme McCollum et M. Payne pour le travail important qu'ils accomplissent. Elle trouve en outre les résultats obtenus par M. Tumwesigye, Mme Bogopane et M. Seelam très encourageants. Les parlementaires sont parmi les dirigeants de la société et ils ont le rôle capital de voter et d'examiner le budget de l'Etat. En ce sens, il est crucial qu'en tant que responsables de l'élaboration des politiques ils s'intéressent aux principaux facteurs de propagation du sida, à savoir la violence à l'égard des femmes et la pauvreté. Il faut absolument que les parlementaires soient formés sur ces questions. C'est ce qui est ressorti de manière évidente du débat qui a eu lieu dans le pays de Mme Muchina, le Kenya, sur la loi relative à la violence à l'égard des femmes, durant lequel elle avait entendu des remarques très décourageantes. Il faut que les parlements fassent de leur mieux pour mettre leurs ressources en commun et s'entraider.